



**PRÉFET
DE LA MOSELLE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité départementale de la Moselle
5 rue Charles Le Payen
CS 50551
POLYGONE - bâtiment GH
57036 Metz

Metz, le 29/12/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/09/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

EDF Direction Production Ingénierie

Centre de post-exploitation
16 allée Marcel Paul
77360 Vaires-Sur-Marne

Références : LA-MAXE_EDF_2025-12-23_RAPVI-cessation-parc-cendres_RP_02007
Code AIOT : 0006205633

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/09/2025 dans l'établissement EDF Direction Production Ingénierie implanté BP 40647 57140 La Maxe. L'inspection a été annoncée le 26/08/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'est déroulée dans le cadre de la cessation d'activité du parc à cendres connexe à l'ancien centre de production thermique (CPT) de La Maxe.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EDF Direction Production Ingénierie

- BP 40647 57140 La Maxe
- Code AIOT : 0006205633
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Par arrêté préfectoral complémentaire n°2005-AG/2-425 du 7 novembre 2005 modifié, la société EDF est autorisée à exploiter des installations de production d'énergie relevant du régime de l'autorisation sur le territoire de la commune de la Maxe.

Les modalités de cessation d'activité du parc à cendres sont notamment encadrées par l'arrêté préfectoral n°2008-DEDD/IC-3 du 14 février 2008 modifié.

Dans le cadre de l'arrêt de l'exploitation de ses installations, l'exploitant a communiqué au préfet, par courrier du 12 septembre 2016, un mémoire de cessation d'activité du parc à cendre de l'ancien centre de production thermique (CPT) de La Maxe, avec une mise à l'arrêt définitif fixée au 31 décembre 2016.

Le bassin 4 a fait l'objet d'un réaménagement en 2009-2010.

Le réaménagement du bassin 1+2, réalisé en 2014-2015, a fait l'objet d'un dossier envoyé au préfet le 2 février 2017.

Le réaménagement du bassin 3, réalisé en 2015-2017, a fait l'objet d'un dossier envoyé au préfet le 4 juillet 2018.

Ces derniers dossiers constituent les dossiers des ouvrages exécutés (DOE) des travaux de la couverture finale.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une

mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Couverture du parc à cendres	Arrêté Préfectoral du 14/02/2008, article 3, 4 et 5 (partiel)	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
2	Déchets inertes	Arrêté Préfectoral du 14/02/2008, article 6	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
3	Critères de pollution à respecter pour les déchets inertes	Arrêté Préfectoral du 14/02/2008, article 7	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
4	Fin du réaménagement du parc à cendres	Arrêté Préfectoral du 14/02/2008, article 8	Demande d'action corrective	3 mois
6	Procédure de cessation d'activité	Code de l'environnement du 01/01/2015, article R512-39-1 à R512-39-3	Demande d'action corrective	3 mois
7	Surveillance des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 07/11/2005, article IV-7 modifié (partiel)	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
5	Echéancier de réalisation du réaménagement du parc à cendres	Arrêté Préfectoral du 14/02/2008, article 9 modifié	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées (l'inspection) constate que :

- la procédure de cessation d'activité entamée en 2016 n'a à ce stade pas abouti : il est demandé à l'exploitant de transmettre des éléments complémentaires ;
- le porter à connaissance relatif au remblaiement du bassin périphérique et de la zone «Nord et Est» ne comporte pas tous les éléments d'appréciation nécessaires : il est demandé à l'exploitant de transmettre ces éléments à l'inspection ;
- l'exploitant a porté à la connaissance du préfet une modification des modalités de surveillance des eaux souterraines sans joindre tous les éléments d'appréciation : il est demandé à l'exploitant d'apporter la démonstration que la nouvelle implantation des piézomètres permet une surveillance équivalente au suivi antérieurement mis en œuvre ;
- l'exploitant n'est pas en mesure de justifier la conformité à plusieurs points de l'arrêté préfectoral du 14 février 2008 modifié susvisé: il est demandé à l'exploitant de transmettre les justificatifs nécessaires ou de proposer des modifications des conditions de remblaiement permettant d'assurer des résultats a minima équivalents à ceux visés par la prescription.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Couverture du parc à cendres

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/02/2008, article 3, 4 et 5 (partiel)
Thème(s) : Risques chroniques, Couverture du parc à cendres
Prescription contrôlée : <u>Article 3. Couverture du parc à cendres de WOIPPY</u> La société EDF située à LA MAXE réalise le réaménagement final du parc à cendres tel que défini aux articles suivants du présent arrêté. Ce réaménagement consiste en la création de 3 dômes d'une pente minimale de 3%, puis la mise en place d'une couche de couverture d'une épaisseur minimale de 0,9 mètre. Le réaménagement est réalisé conformément à l'étude ANTEA référencée A 44213/C de décembre 2006, sauf en ce qu'elle aurait de contraire aux dispositions du présent arrêté et de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2005-AG/2-425 du 7 novembre 2005.

Article 4. Création des modelés des dômes

Trois dômes sont constitués respectivement pour les bassins 4, 1+2, 3. Les matériaux (hors déchets) constituant ces dômes peuvent provenir de l'extérieur, sous réserve que l'exploitant puisse justifier la nature et l'origine de ces matériaux ainsi que les quantités admises. Ces données sont reportées sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Il peut également être accepté pour la création de ces dômes.

- l'apport de déchets inertes sous réserve du respect des dispositions de l'article 6 du présent arrêté ;
- l'apport de cendres en provenance de la centrale de production thermique de La Maxe, à titre exceptionnel et dans la limite fixée par l'article III.4.1 de l'arrêté préfectoral du 7 novembre 2005, susvisé.

Article 5. Constitution de la couverture

La couverture finale des trois dômes est constituée de bas en haut de :

- une couche de 0,2 à 0,3 mètre de matériaux sablo-argileux issus du décapage de la digue Est, sans que cela remette en cause la stabilité de la digue ;
- une couche de 0,4 mètre de matériaux inertes peu perméables (entre 10^{-8} et 10^{-9} m/s) provenant de l'extérieur;
- une couche de 0,2 à 0,3 mètre de matériaux végétalisables provenant de l'extérieur munie d'un système de drainage des eaux de ruissellement.

Ces couches peuvent être remplacées par des solutions présentant des garanties au moins équivalentes avec l'accord préalable de l'inspection des installations classées. Tout apport de matériaux provenant de l'extérieur doit faire l'objet d'une comptabilité précise sur un registre, comportant au minimum les éléments suivants: nature, quantité, origine. Ce registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Élément connexe

Courrier DREAL du 4 décembre 2015 constatant que le remblaiement du bassin périphérique et de la zone «Nord et Est» constitue une modification notable des conditions d'exploitation et doit être porté à la connaissance du préfet selon les dispositions de l'article R512-33 du code de l'environnement.

Constats :

Compte tenu des éléments constatés lors de la visite et vu le plan topographique global transmis par courriel du 20 octobre 2025 et les dossiers des ouvrages exécutés (DOE) pour le recouvrement des bassins, l'inspection constate :

- Pour le principe de recouvrement :
 - une cohérence avec l'étude ANTEA pour le recouvrement des bassins, constitué de trois dômes respectivement pour les bassins 4, 1+2 et 3 ;
 - que le porter à connaissance relatif au remblaiement du bassin périphérique et de la zone «Nord et Est», envoyé par courrier du 6 juillet 2016, ne comporte pas tous les éléments d'appréciation nécessaires ;

<ul style="list-style-type: none"> • Pour la structure de la couverture : <ul style="list-style-type: none"> - la mise en œuvre de solutions alternatives comprenant notamment la mise en place d'une géomembrane entre la couche de matériaux sablo-argileux (couche sous membrane) et la couche de matériaux inertes (couche sur membrane), avec adaptation de l'épaisseur de ces couches, étant donné les difficultés pour obtenir un gisement de matériaux présentant les caractéristiques imposées par l'arrêté préfectoral. L'inspection avait jugé que l'alternative proposée par l'exploitant présentait des garanties supérieures à la solution retenue initialement dans l'arrêté préfectoral d'autorisation, l'objectif principal de la remise en état du parc à cendres étant de limiter au maximum l'infiltration des eaux pluviales à travers le massif de déchets et d'éviter ainsi au maximum la lixiviation des cendres ; - l'exploitant ne justifie pas la structure mise en œuvre pour le bassin 4 (absence de DOE pour le bassin 4); - l'absence de données relatives à l'épaisseur de la couche de matériaux végétalisables pour le dôme du bassin 1+2. • pour le registre de suivi des matériaux venant de l'extérieur, l'absence de registre pour le bassin 1+2 ; • pour la perméabilité de la couche de matériaux inertes, l'exploitant ne justifie pas la perméabilité de la couche de matériaux inertes pour le bassin 4.
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"> • de transmettre à l'inspection les éléments d'appréciation nécessaires à l'instruction du porter à connaissance relatif au remblaiement du bassin périphérique et de la zone «Nord et Est», conformément aux dispositions de l'article R512-33 du code de l'environnement ; • de justifier : <ul style="list-style-type: none"> - la structure de recouvrement du dôme du bassin 4 ; - la nature, l'origine et les quantités admises des matériaux de recouvrement du dôme du bassin 1+2 ; - l'épaisseur de la couche de matériaux végétalisables pour le dôme du bassin 1+2 ; - la perméabilité de la couche de matériaux inertes pour le bassin 4.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Déchets inertes

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/02/2008, article 6
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets inertes
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>6.1</p> <p>La société EDF située à LA MAXE, ci-après dénommée l'exploitant, doit prendre toutes les dispositions nécessaires afin de réduire les inconvénients pouvant résulter de l'installation de stockage, notamment :</p>

- les émissions de poussières ;
- la dispersion de déchets par envol.

L'exploitant assure en permanence la propreté des voies de circulation, en particulier à la sortie de l'installation de stockage. Les abords de la zone sont régulièrement débroussaillés.

6.2

L'exploitant tient à jour un plan d'exploitation de l'installation de stockage. Ce plan coté en plan et altitude permet d'identifier les parcelles où sont entreposés les différents déchets.

L'exploitation est effectuée par tranches successives dont le réaménagement est coordonné. Le stockage des déchets est réalisé de préférence par zone peu étendue et en hauteur pour limiter la superficie, en cours d'exploitation, soumise aux intempéries.

6.3

Les seuls déchets inertes admissibles sont énumérés ci-dessous :

CHAPITRE DE LA LISTE DES DÉCHETS (décret n° 2002-540)	CODE (décret n° 2002-540)	DESCRIPTION	RESTRICTIONS
D é c h e t s d e construction et de démolition.	17 01 01	Bétons.	Uniquement déchets de construction et de démolition triés
D é c h e t s d e construction et de démolition.	17 01 02	Briques.	Uniquement déchets de construction et de démolition triés
D é c h e t s d e construction et de démolition.	17 01 03	Tuiles et céramiques.	Uniquement déchets de construction et de démolition triés
D é c h e t s d e construction et de démolition.	17 01 07	Mélange de béton, briques, tuiles et céramiques.	Uniquement déchets de construction et de démolition triés
D é c h e t s d e construction et de démolition.	17 05 04	Terres et pierres (y compris déblais).	A l'exclusion de la terre végétale et de la tourbe ;

démolition.			la tourbe ;
Déchets municipaux.	20 02 02	Terres et pierres.	P r o v e n a n t uniquement de déchets de jardins et de p a r c s ; à l'exclusion de la terre végétale et de la tourbe.

Il est interdit de procéder à une dilution ou à un mélange des déchets dans le seul but de satisfaire aux critères d'admission.

Les registres ne précisent pas les codes déchets mais donnent la nature des matériaux

6.4

Avant la livraison ou avant la première d'une série de livraisons d'un même déchet, le producteur des déchets remet à l'exploitant de l'installation de stockage de déchets inertes un document préalable indiquant l'origine, les quantités et le type des déchets. Ce document est signé par le producteur des déchets et les différents intermédiaires le cas échéant.

Toutefois, si les déchets sont apportés en faibles quantités ou de façon occasionnelle, le document précité pourra être rempli par le producteur des déchets ou son représentant lors de la livraison des déchets.

6.5

En cas de présomption de contamination des déchets et avant leur arrivée dans l'installation de stockage, le producteur des déchets effectue une procédure d'acceptation préalable afin de disposer de tous les éléments d'appréciation nécessaires sur la possibilité de stocker ces déchets en installation de stockage de déchets inertes.

Cette acceptation préalable contient a minima une évaluation du potentiel polluant des déchets par un essai de lixiviation pour les paramètres définis à l'article 7 du présent arrêté du présent arrêté et une analyse du contenu total pour les paramètres définis dans le même article. Le test de lixiviation à appliquer est le test normalisé X 30-402-2. Seuls les déchets respectant les critères définis à l'article 7 du présent arrêté peuvent être admis.

6.6

Tout déchet admis fait l'objet d'une vérification des documents d'accompagnement, le cas échéant, du bordereau de suivi de déchets dangereux contenant de l'amiante prévu par l'arrêté du 29 juillet 2005 susvisé ou des documents requis par le règlement du 1^{er} février 1993 relatif à la surveillance et le contrôle des transferts de déchets à l'intérieur, à l'entrée et à la sortie de la Communauté européenne ;

Un contrôle visuel des déchets est réalisé lors du déchargement du camion et lors du régalaie des déchets afin de vérifier l'absence de déchets non autorisés. Le déversement direct dans une

alvéole de la benne du camion de livraison est interdit sans vérification préalable du contenu de la benne et en l'absence de l'exploitant ou de son représentant.

En cas d'acceptation des déchets, un accusé de réception est délivré à l'expéditeur des déchets. En cas de refus, le préfet est informé, au plus tard 48 heures après le refus, des caractéristiques du lot refusé (expéditeur, origine, nature et volume des déchets...).

6.7

L'exploitant tient à jour un registre d'admission, éventuellement sous format électronique, dans lequel il consigne pour chaque chargement de déchets présenté :

- la date de réception, la date de délivrance de l'accusé de réception des déchets délivré au producteur et, si elle est différente, la date de leur stockage ;
- l'origine et la nature des déchets ;
- le volume (ou la masse) des déchets ;
- le résultat du contrôle visuel et, le cas échéant, de la vérification des documents d'accompagnement;
- le cas échéant, le motif de refus d'admission.

Ce registre est conservé pendant au moins trois ans et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

Vu les dossiers des ouvrages exécutés (DOE), les registres de suivi des matériaux et les plans présentés par l'exploitant, l'inspection constate :

- pour l'article 6.3 :
 - les registres présentés ne précisent pas les codes déchets mais donnent deux natures de matériaux, "Terres et pierres" et "déblais", cette dernière dénomination n'étant pas précise en terme de caractérisation et n'apparaissant pas dans la liste prescrite ;
 - l'absence de données pour les matériaux de recouvrement du bassin de recouvrement du dôme du bassin 1+2.

- pour l'article 6.4, l'absence de données ;
- pour l'article 6.5, l'absence de mise en œuvre d'une procédure d'acceptation préalable. Des mesures ont cependant été réalisées par échantillonnage sur les bassins 1+2 et 3, après mise en œuvre des matériaux, dont certaines présentent des résultats non conformes (cf point de contrôle 3) ;
- pour l'article 6.6, l'absence des accusés de réception prescrits ;
- pour l'article 6.7, l'absence, pour les registres présentés, de la date de délivrance de l'accusé de réception des déchets délivré au producteur et, si elle est différente, la date de leur stockage, et le résultat du contrôle visuel et, le cas échéant, de la vérification des documents d'accompagnement.

Par courriel du 20 octobre 2025, l'exploitant a indiqué que le prestataire en charge des travaux de remblaiement ne dispose plus d'éléments propres à compléter les documents déjà présentés.

L'inspection constate ainsi que l'exploitant n'a pas produit à ce stade de nombreux éléments prescrits pour assurer la qualité des matériaux mis en œuvre.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant :

- de produire les éléments prescrits manquants ou de justifier que ces manquements ne sont pas susceptibles de porter atteinte à la qualité du recouvrement mis en œuvre : à défaut d'éléments et/ou justificatifs suffisants, l'exploitant doit proposer des modifications des conditions de remblaiement et/ou des mesures de compensation (surveillance renforcée par exemple) permettant d'assurer des résultats a minima équivalents à ceux visés par la prescription ;
- d'expliquer pourquoi il a fait procéder à des analyses de lixiviation après mise en œuvre des matériaux, et ce uniquement sur les bassins 1+2 et 3, plutôt que par une procédure d'acceptation préalable.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Critères de pollution à respecter pour les déchets inertes

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/02/2008, article 7

Thème(s) : Risques chroniques, Critères de pollution à respecter pour les déchets inertes

Prescription contrôlée :

Paramètres à vérifier lors du test de lixiviation et valeurs limites à respecter :

PARAMÈTRES	EN MG/KG DE MATIÈRE SÈCHE
As	0.5
Ba	20
Cd	0.04
Cr total	0.5
Cu	2
Hg	0.01

Mo	0.5
Ni	0.4
Pb	0.5
Sb	0.06
Se	0.1
Zn	4
Fluorures	10
Indice phénols	1
COT sur éluat (*)	500 (*)
FS (fraction soluble)	4 000
(*) Si le déchet ne satisfait pas aux valeurs indiquées pour le carbone organique total sur éluat à sa propre valeur de pH, il peut aussi faire l'objet d'un essai avec un rapport L/S = 10 l/kg et un pH compris entre 7,5 et 8. Le déchet peut être jugé conforme aux critères d'admission pour le COT sur éluat si le résultat de cette détermination ne dépasse pas 500 mg/kg.	

Paramètres à vérifier pour le contenu total et valeurs limites à respecter :

PARAMÈTRES	EN MG/KG DE DÉCHET SEC
------------	------------------------

COT (carbone organique total)	30 000 (**)
BTEX (benzène, toluène, éthylbenzène et xylènes)	6
PCB (biphényles polychlorés 7 congénères)	1
Hydrocarbures (C10 à C40)	500
HAP (hydrocarbures aromatiques polycycliques)	50
(**) Une valeur limite plus élevée peut être admise, à condition que la valeur limite de 500 mg/kg soit respectée pour le COT sur éluat, soit au pH du sol, soit pour un pH situé entre 7,5 et 8,0.	

Constats :

Vu les dossiers des ouvrages exécutés (DOE), l'inspection constate :

- l'absence d'analyses de matériaux de recouvrement du bassin 4 ;
- la réalisation d'analyses des matériaux de recouvrement du Bassin 1+2 (6 échantillons par couche), après leur mise en œuvre, avec :
 - la non-conformité pour le paramètre "fluorures" en 3 pts (13 à 16 mg/kg pour 10 prescrit) de la couche sous membrane;
 - la non-conformité pour le paramètre "fluorures" en 3 pts (18 à 21mg/kg pour 10 prescrit) de la couche sur membrane ;
 - la conformité aux paramètres contrôlés pour la couche végétale
- la réalisation d'analyses des matériaux de recouvrement du Bassin 3, avec :
 - la non-conformité pour les paramètres "fluorures" en 1 pt (12,2 mg/kg pour 10 prescrit) et FS sur 3 pts (5800 à 6120 mg/kg pour 4000 prescrit) de la couche sous membrane, sur 9 échantillons ;
 - la non-conformité pour les paramètres FS en 1 pt (5830 mg/kg pour 4000 prescrit) et sulfates sur 2 pts (1100 et 1510 mg/kg pour 1000 prescrit) de la couche sur membrane (18 à 21 mg/kg pour 10 prescrit), sur 8 échantillons ;
 - l'absence de mesures sur couche végétale.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Compte tenu des non-conformités relevées pour la qualité des matériaux de recouvrement, il est demandé à l'exploitant de justifier :

- l'absence d'analyses des matériaux de recouvrement du bassin 4 ;
- l'absence d'impact des matériaux dont les paramètres analysés ne sont pas conformes à la prescription.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Fin du réaménagement du parc à cendres

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/02/2008, article 8

Thème(s) : Autre, Fin du réaménagement du parc à cendres

Prescription contrôlée :

A la fin du réaménagement de chaque bassin (4, 1+2, 3), la société EDF située à LA MAXE fournit au préfet un plan topographique du site de stockage à l'échelle 1/500 qui présente l'ensemble des aménagements du site (végétation, etc.). Elle précise les mesures prises pour garantir l'intégrité du confinement (notamment les servitudes envisagées).

Une copie de ce plan du site est transmise au maire de la commune d'implantation de l'installation.

Constats :

Vu :

- le mémoire de cessation d'activité transmis par courrier du 16 octobre 2016 ;
- les plans topographiques des bassins 1+2 et 4 ;
- le plan topographique global du site, transmis par courriel du 20 octobre 2025 ;
- le courriel de l'exploitant du 20 octobre 2025, indiquant l'envoi à venir du plan topographique au maire de Woippy ;

L'inspection constate que :

- les plans topographiques communiqués ne présentent pas les aménagements du site ;
- l'exploitant n'a pas précisé les mesures prises pour garantir l'intégrité du confinement (notamment les servitudes envisagées) ;
- l'exploitant n'a pas justifié à ce stade la communication au maire de Woippy des plans topographiques prescrits.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de transmettre :

<ul style="list-style-type: none"> à l'inspection, le plan topographique du site comportant des éléments prescrits et les mesures prises pour garantir l'intégrité du confinement (notamment les servitudes envisagées) ; au maire de Woippy, le plan topographique du site comportant les éléments prescrits.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Echéancier de réalisation du réaménagement du parc à cendres

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/02/2008, article 9 modifié
Thème(s) : Autre, Echéancier de réalisation du réaménagement du parc à cendres
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le réaménagement du parc à cendres tel que prévu aux articles 3 à 8 du présent arrêté sera réalisé selon l'échéancier suivant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - bassins n°1+2 au plus tard le 31 décembre 2013 ; plan visé à l'article 8 au plus tard le 31 mars 2014 ; - bassin n°3 au plus tard le 31 décembre 2016 ; plan visé à l'article 8 au plus tard le 31 mars 2017.
<p>Constats :</p> <p>Hormis les éléments évoqués par ailleurs dans le présent rapport, l'inspection n'a pas d'observation sur la prescription contrôlée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Procédure de cessation d'activité

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2015, article R512-39-1 à R512-39-3
Thème(s) : Situation administrative, Cessation d'activité
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>Article R512-39-1</u></p> <p>I.- Lorsqu'une installation classée soumise à autorisation est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt trois mois au moins avant celui-ci. Ce délai est porté à six mois dans le cas des installations visées à l'article R. 512-35. Il est donné récépissé sans frais de cette notification.</p> <p>II.- La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent, notamment :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1° L'évacuation des produits dangereux, et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, gestion des déchets présents sur le site ; 2° Des interdictions ou limitations d'accès au site ; 3° La suppression des risques d'incendie et d'explosion ; 4° La surveillance des effets de l'installation sur son environnement. <p>III.- En outre, l'exploitant doit placer le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon les dispositions des articles R. 512-39-2 et R. 512-39-3.</p>

Article R512-39-2

I. - Lorsqu'une installation classée soumise à autorisation est mise à l'arrêt définitif, que des terrains susceptibles d'être affectés à nouvel usage sont libérés et que l'état dans lequel doit être remis le site n'est pas déterminé par l'arrêté d'autorisation, le ou les types d'usage à considérer sont déterminés conformément aux dispositions du présent article.


II. - Au moment de la notification prévue au I de l'article R. 512-39-1, l'exploitant transmet au maire ou au président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme et au propriétaire du terrain d'assiette de l'installation les plans du site et les études et rapports communiqués à l'administration sur la situation environnementale et sur les usages successifs du site ainsi que ses propositions sur le type d'usage futur du site qu'il envisage de considérer. Il transmet dans le même temps au préfet une copie de ses propositions. En l'absence d'observations des personnes consultées dans un délai de trois mois à compter de la réception des propositions de l'exploitant, leur avis est réputé favorable. L'exploitant informe le préfet et les personnes consultées d'un accord ou d'un désaccord sur le ou les types d'usage futur du site.

III. - A défaut d'accord entre les personnes mentionnées au II et après expiration des délais prévus au IV et au V, l'usage retenu est un usage comparable à celui de la dernière période d'exploitation de l'installation mise à l'arrêt.

IV. - Dans les cas prévus au troisième alinéa de l'article L. 512-6-1, le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale peuvent transmettre au préfet, à l'exploitant et au propriétaire du terrain, dans un délai de quatre mois à compter de la notification du désaccord mentionnée au troisième alinéa du II, un mémoire sur une éventuelle incompatibilité manifeste de l'usage prévu au III avec l'usage futur de la zone tel qu'il résulte des documents d'urbanisme. Le mémoire comprend également une ou plusieurs propositions de types d'usage pour le site.

V. - Dans un délai de deux mois après réception du mémoire, ou de sa propre initiative dans un délai de deux mois à compter de la notification du désaccord prévue au troisième alinéa du II, et après avoir sollicité l'avis de l'exploitant et du propriétaire des terrains, le préfet se prononce sur l'éventuelle incompatibilité manifeste appréciée selon les critères mentionnés au troisième alinéa de l'article L. 512-6-1. Il fixe le ou les types d'usage qui devront être pris en compte par l'exploitant pour déterminer les mesures de remise en état.

Article R512-39-3

I.  Lorsqu'une installation classée soumise à autorisation est mise à l'arrêt définitif, que l'arrêt libère des terrains susceptibles d'être affectés à nouvel usage et que le ou les types d'usage futur sont déterminés, après application, le cas échéant, des dispositions de l'article R. 512-39-2, l'exploitant transmet au préfet dans un délai fixé par ce dernier un mémoire précisant les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 compte tenu du ou des types d'usage prévus pour le site de l'installation. Les mesures comportent notamment :

1° Les mesures de maîtrise des risques liés aux sols éventuellement nécessaires ;

2° Les mesures de maîtrise des risques liés aux eaux souterraines ou superficielles éventuellement polluées, selon leur usage actuel ou celui défini dans les documents de planification en vigueur ;

3° En cas de besoin, la surveillance à exercer ;

4° Les limitations ou interdictions concernant l'aménagement ou l'utilisation du sol ou du sous-sol, accompagnées, le cas échéant, des dispositions proposées par l'exploitant pour mettre en œuvre des servitudes ou des restrictions d'usage.

(...)

Constats :

Vu :

- le mémoire de cessation d'activité communiqué par courriers du 12 septembre 2016 au préfet, au maire et au président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme ;
- la proposition d'usage futur industriel communiquée par courriers du 13 juin 2025 au préfet, au maire et au président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme ;
- le courriel de l'exploitant du 20 octobre 2025 indiquant un désaccord de la commune de Woippy sur la proposition d'usage futur, dans le cadre d'un projet intercommunal de valorisation des étangs de Saint-Rémy pour du tourisme vert entre autres, ces étangs étant présents aux alentours du parc à cendres, et la volonté de l'exploitant de négocier sur ce point avec la commune ;
- les rapports transmis par courriel du 20 octobre 2025 relatifs à la déconstruction des ouvrages connexes au parc à cendres (station de pompage, convoyeur et canalisations) et à l'évacuation des déchets connexe ;
- les déclarations de l'exploitant, lors de la visite, relatives à la nécessité de mettre en œuvre des modalités de conservation de la mémoire et des restrictions d'usages.

L'inspection constate que la procédure prescrite n'a, à ce stade, pas été menée à son terme :

- concernant l'usage futur, il convient de finaliser la proposition après discussion avec la commune . L'inspection attire l'attention de l'exploitant sur la nécessité de cibler précisément le(s) type(s) d'usage futur projeté(s), conformément aux dispositions de l'article D.556-1 A du code de l'environnement. L'exploitant peut également s'appuyer sur le "Guide sur les types d'usages définis dans le cadre des cessations d'activité des installations classées pour la protection de l'environnement et de projets d'aménagement" de l'INERIS (version du 25/05/2023). A ce titre, l'usage futur industriel proposé ne semble pas cohérent avec le projet évoqué de centrale photovoltaïque ;
- l'exploitant doit transmettre une proposition de servitude(s) d'utilité publique comprenant notamment les restrictions d'usage nécessaires ;
- concernant la surveillance environnementale, le mémoire de cessation proposait une surveillance semestrielle des eaux souterraines sur les piézomètres et le collecteur principal de St Rémy, allégée par rapport à la surveillance applicable (contrôles trimestriels ou semestriels suivant les paramètres à suivre + surveillance annuelle sur les puits 62 et 72 et ballastières 1 à 9). L'inspection estime nécessaire de réévaluer cette

<p>proposition au regard notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'un bilan quadriennal récent (2020/2024 ou 2021/2025), prenant notamment en compte la modification du réseau piézométrique (cf PC 7) ; - des éléments relatifs aux non-conformités constatées sur la qualité des matériaux mis en œuvre (cf PC 3).
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"> • de confirmer l'accord/le désaccord avec la commune sur la proposition d'usage futur ; • de transmettre une réévaluation étayée de proposition de surveillance des eaux souterraines ; • de transmettre une proposition de servitude(s) d'utilité publique comprenant notamment les restrictions d'usage nécessaires.
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 7 : Surveillance des eaux souterraines

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/11/2005, article IV-7 modifié (partiel)</p>		
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Eaux souterraines</p>		
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le site est muni de puits ou piézomètres permettant d'estimer l'impact des installations de la centrale, du stockage d'hydrocarbures, du dépôt de charbon et des différents dépôts de cendres sur la qualité des eaux souterraines.</p> <p>(...)</p> <table border="1"> <tr> <td> <p>Surveillance au niveau du parc à cendres volantes de WOIPPY</p> </td></tr> <tr> <td> <p>Piézomètres 409, 411, 413, 415, 416, 417, 418 et 430, Collecteur Principal de Saint Eloy, Puits 62 et 72, ballastières S1 à S9</p> </td></tr> </table> <p>(...)</p>	<p>Surveillance au niveau du parc à cendres volantes de WOIPPY</p>	<p>Piézomètres 409, 411, 413, 415, 416, 417, 418 et 430, Collecteur Principal de Saint Eloy, Puits 62 et 72, ballastières S1 à S9</p>
<p>Surveillance au niveau du parc à cendres volantes de WOIPPY</p>		
<p>Piézomètres 409, 411, 413, 415, 416, 417, 418 et 430, Collecteur Principal de Saint Eloy, Puits 62 et 72, ballastières S1 à S9</p>		
<p>Constats :</p> <p>Vu :</p> <ul style="list-style-type: none"> • le courrier du 16 février 2016 de l'exploitant informant le préfet de modifications apportées au réseau de surveillance des eaux souterraines. L'exploitant indiquait en particulier avoir procédé au remplacement de 3 piézomètres du réseau de surveillance du parc à cendres et précisait que les caractéristiques et les implantations des nouveaux piézomètres permettent d'assurer un suivi équivalent aux anciens ouvrages ; 		

- le courrier préfectoral du 12 avril 2016 invitant l'exploitant «à *apporter la démonstration que la nouvelle implantation des piézomètres permet une surveillance équivalente au suivi antérieurement mis en œuvre*» et demandant de «*joindre un plan suffisamment précis permettant de distinguer les nouvelles et anciennes implantations des piézomètres*» ;
- le courrier de l'exploitant du 16 août 2016 adressant au préfet des compléments d'information en réponse au courrier du 12 avril 2016 ;
- le courrier préfectoral de demande de compléments du 8 octobre 2016, envoyé suite au rapport de l'inspection du 9 septembre 2016 concluant que le courrier du 16 août 2016 susvisé ne comporte pas les éléments d'appréciation suffisants à l'instruction du porter à connaissance ;
- le schéma transmis par courriel du 20 octobre 2025 permettant de distinguer les nouvelles et anciennes implantations des piézomètres.

L'inspection constate que les éléments transmis par l'exploitant n'apportent pas la démonstration que la nouvelle implantation des piézomètres permet une surveillance équivalente au suivi antérieurement mis en œuvre. Ainsi l'exploitant a porté à la connaissance du préfet une modification des modalités de surveillance sans joindre tous les éléments d'appréciation.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant d'apporter à l'inspection la démonstration que la nouvelle implantation des piézomètres permet une surveillance équivalente au suivi antérieurement mis en œuvre.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois